Cour européenne des droits de l'homme : arrêts signalés

Nicolas Hervieu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10856>

DOI : 10.4000/revdh.10856

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Nicolas Hervieu, « Cour européenne des droits de l'homme : arrêts signalés », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 04 décembre 2011, consulté le 09 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10856> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10856>

Ce document a été généré automatiquement le 9 février 2021.

Tous droits réservés

Cour européenne des droits de l'homme : arrêts signalés

Nicolas Hervieu

1°/- Droit à la liberté et à la sûreté (Art. 5 CEDH) : délinquance juvénile et placement de mineurs au sein d'établissements fermés

- ¹ Le placement de mineurs au sein de diverses institutions et « établissements fermés » (« centre éducatif-internat » ; « centre pour enfants en crise » et « foyer d'accueil temporaire pour mineurs ») **ne heurte pas en soi le droit à la liberté et à la sûreté** (Art. 5). **Toutefois, puisque ces mesures sont sources d'une « privation de liberté », elles doivent satisfaire aux exigences conventionnelles dérivées de ce dernier droit.** En l'espèce, la condamnation de la Bulgarie au titre de certaines mesures de placement résulte précisément de la violation de deux de ces exigences : le non-respect des voies légales internes (Art. 5.1) et l'absence d'accès à un contrôle judiciaire de ces mesures (Art. 5.4). Les hasards du calendrier ont voulu qu'une telle affaire parvienne dans le prétoire européen à l'heure où la question de **la justice des mineurs** cristallise nombre de débats politiques de tous ordres. Tel est en particulier le cas en France où l'ouvrage législatif ne cesse d'être remis sur le métier (v. récemment la loi n° 2011-939 du 10 août 2011 qui a une nouvelle fois modifié l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 *relative à l'enfance délinquante* avec l'aval du Conseil constitutionnel – Décision n° 2011-635 DC du 4 août 2011 – ADL du 19 août 2011. A ce sujet, lire Philippe Bonfils, « La réforme du droit pénal des mineurs par la loi du 10 août 2011 », in *Recueil Dalloz*, 2011, n° 33, pp. 2286-2293 où l'auteur évoque « la frénésie législative que connaît depuis quelques années le droit pénal des mineurs ». Lire aussi l'opinion du juge Rosenczveig, « Les centres éducatifs fermés-ouverts : un trompe-l'œil », in *Droits des enfants*, 26 novembre 2011). Dans son arrêt de novembre 2011, tout en **concedant ostensiblement une marge d'appréciation aux États « dans le domaine de la délinquance juvénile pour déterminer l'âge de la responsabilité pénale, y compris les mesures respectives à prendre vis-à-vis**

des mineurs concernés » (§ 72), la Cour européenne des droits de l'homme a ainsi eu l'occasion de rappeler que **certaines des mesures privatives de libertés adoptées dans un tel contexte ne peuvent s'abstraire de toute finalité éducative.**

- 2 Avant d'apprécier au fond le respect de telles contraintes de conventionalité, la juridiction strasbourgeoise devait cependant – et à titre préalable – **déterminer « si l'article 5 trouve à s'appliquer en l'espèce, [et ce] bien que certains des parents se soient déclarés favorables au placement des requérantes en institution spécialisée »** (§ 59). Plus précisément, il s'agissait de **vérifier que « la mesure ou la décision de placement [...] prise par les tribunaux »** (§ 59) **était bien la source d'une privation de liberté au sens de la Convention.** A cette fin, et fort classiquement, la Cour souligne que **« pour déterminer si une personne a été privée de sa liberté, il faut partir de sa situation concrète et prendre en compte un ensemble de critères comme le genre, la durée, les effets et les modalités d'exécution de la mesure considérée »** (§ 59). Mais toujours dans le prolongement d'une jurisprudence établie de longue date, est jugé indifférent le fait que **« le placement en centre éducatif-internat n[e soit] pas considéré comme une privation de liberté sur le plan du droit interne »** (§ 61 – sur la notion conventionnelle de privation de liberté et la technique des « notions autonomes », v. Cour EDH, Pl. 8 juin 1976, *Engel et autres c. Pays-Bas*, Req. n° 5100/71). **Trois éléments factuels incitent la Cour à juger que « les requérantes ont [effectivement] été privées de leur liberté durant les périodes susmentionnées »** (§ 64) lorsqu'elles furent placées dans « centre éducatif-internat » (v. 36-43) : **premièrement**, l'existence d'un « régime [...] de surveillance permanente » au sein de l'établissement ; **deuxièmement**, le fait que « le temps passé à l'extérieur du centre éducatif-internat et les endroits où les [mineures placées] pouvaient se rendre [soient] toujours [...] contrôlés et limités » (« interdi[ction] de sortir sans l'autorisation préalable du directeur de l'établissement » et sans accompagnateurs ; « la police avait pour mission de rechercher et de ramener les élèves en cas d'absence non autorisée ») ; **troisièmement**, « la durée des mesures litigieuses » (« même la plus courte de ces durées, à savoir environ sept mois [...], constitue un laps de temps suffisant pour que soient pleinement ressentis les effets négatifs des mesures restrictives exposées ci-dessus » – § 62). A l'aide d'un raisonnement analogue, **la Cour parvient à une même conclusion au sujet des placements dans un « centre pour enfants en crise »** (§ 94) **et dans un « foyer d'accueil temporaire pour mineurs »** (§ 103 – v. § 44).
- 3 Appréhender les mesures de placement des mineures comme **privatives de liberté** impliquait donc **leur soumission à un contrôle de conventionalité.** Or la première étape de ce contrôle n'est pas anodine : **vérifier que ces mesures relèvent bien d'un des cas de « privations de liberté autorisées par [la liste exhaustive de] l'article 5 § 1 »** (§ 64). A ce stade, et de façon significative, la Cour ne suit pas l'argumentation des parties requérantes et refuse d'estimer que **« la privation de liberté litigieuse tombe sous le coup de l'article 5 § 1 a »** (§ 65 – « [...] Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales : a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent »). En d'autres termes, toujours selon les juges européens, **« le placement de mineurs auteurs d'infractions pénales ne constitue pas [dans les circonstances de l'espèce] une mesure d'exécution d'une peine mais une mesure éducative »**, et ce même si **« le code pénal bulgare prévoit le remplacement d'une peine par l'application d'une mesure éducative »**. Le fait que **« l'établissement en question aurait été destiné à accueillir d'autres mineures ayant commis d'infractions pénales »** n'est pas non plus de nature à renverser cette conclusion (§ 72). L'une des premières conséquences de

cette qualification est de **rendre irrecevables les griefs arguant d'une violation des articles 6 (droit à un procès équitable, inapplicable ici « sous son volet pénal » – § 81) et 7 (pas de peine sans loi – § 85).**

- 4 A ce motif de privation de liberté, la juridiction européenne en préfère un autre : **celui prévu à l'alinéa d) de l'article 5 § 1, texte qui « autorise la détention d'un mineur en vue d'une éducation surveillée »** (§ 66 – « [...] Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales : d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée [...] »).
- 5 Certes, à l'image de toute privation de liberté et indépendamment même du motif de cette dernière, **les garanties générales de l'article 5 trouvent bien sûr à s'appliquer de façon indistincte**, étant rappelé que ces garanties aspirent à satisfaire le but essentiel de ce texte : « protéger l'individu contre l'arbitraire » (§ 66). Ainsi, s'agissant du placement en « centre éducatif-internat », la Cour vérifie d'abord si cette dernière mesure « respect[ait] **le principe de légalité interne** » (§ 67) – i.e. si la mesure fut adoptée « conform[ément] à la loi [bulgare, en l'occurrence] la loi sur la lutte contre les comportements antisociaux » (v. § 36-40) et si cette « loi nationale autorisant une privation de liberté [était] suffisamment accessible et précise afin d'éviter tout danger d'arbitraire » (§ 67). Les juges européens répondent positivement (§ 68) et ce, alors même que « le Comité des droits de l'enfant a constaté que la définition de “comportement antisocial” d'un mineur était contraire aux normes internationales » (§ 50 – Observations finales du 21 mai 2008 sur le deuxième rapport périodique de la Bulgarie). A l'inverse, **le placement d'une des jeunes requérantes dans un « centre pour enfants en crise » heurte l'article 5 puisque cette mesure « était [cette fois] contraire au droit interne »** et a donc violé « la première exigence posée par l'article 5 § 1, celle du respect des “voies légales” » (§ 96-97). **Seconde conséquence de l'applicabilité des garanties de l'article 5**, la légalité de la privation de liberté doit pouvoir faire l'objet d'un **contrôle judiciaire** (Art. 5.4 : « Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale »). Or en l'espèce, cette possibilité fut exclue lors du placement d'une autre requérante « en foyer d'accueil temporaire pour mineurs » (§ 106-108).
- 6 Puisque ces deux dernières mesures – le placement d'une requérante dans un « centre pour enfants en crise » et d'une autre « en foyer d'accueil temporaire pour mineurs » – ont ponctuellement heurté les garanties générales de l'article 5, **la Cour n'a pas ressenti le besoin de déterminer précisément le motif de ces privations de libertés au sein de la liste limitative** (v. § 97 : « Ce constat suffit à la Cour pour conclure à la violation de l'article 5 § 1 sans qu'il soit nécessaire de rechercher si la mesure litigieuse relevait de l'alinéa d) ou d'un autre alinéa de cette disposition et si elle était justifiée »). Mais pour aborder les mesures de placement en « centre éducatif-internat » – qui concernaient toutes les requérantes –, la juridiction strasbourgeoise a dû cette fois aller plus loin dans son contrôle et **apprécier « la conformité de la privation de liberté au but des restrictions permises par l'article 5 § 1 d), [c'est à dire] vérifier si le placement des requérantes était de nature à pourvoir à l'“éducation surveillée” de celles-ci »** (§ 69). En effet, « il doit exister un lien entre, d'une part, le motif invoqué pour la privation de liberté autorisée et, de l'autre, le lieu et le régime de détention » (§ 66). Par conséquent, lorsqu'un « Etat [...] choisi de mettre en place un système d'éducation surveillée impliquant une privation de liberté, il lui incomb[e] de se doter d'une infrastructure appropriée, adaptée aux

impératifs de sécurité et aux objectifs pédagogiques, de manière à pouvoir remplir les exigences de l'article 5 § 1 d) » (§ 69). De plus, il est rappelé que « *dans le cadre de la détention des mineurs, les termes d'« éducation surveillée » ne doivent pas être assimilés systématiquement à la notion d'enseignement en salle de classe* » et peuvent impliquer plus encore : « *lorsqu'une jeune personne est placée sous la protection de l'autorité locale compétente, l'éducation surveillée doit englober de nombreux aspects de l'exercice, par cette autorité locale, de droits parentaux, et pour la protection de l'intéressé* » (§ 69).

- 7 Dès lors, sous cet angle et de façon remarquable, **la Cour européenne des droits de l'homme peut contrôler assez profondément les conditions dans lesquelles le placement des mineurs se trouve concrétisé et ainsi vérifier que ledit placement poursuit véritablement et au quotidien une finalité pédagogique.** Ce faisant, **la juridiction européenne prend au mot l'État** lorsqu'il affirme placer ces mineurs dans un milieu fermé afin de satisfaire à un objectif éducatif. Ce raisonnement est d'ailleurs tout à fait **analogue à celui utilisé au sujet de la rétention de sûreté**. Là aussi, la Cour a souhaité prendre au sérieux l'argument étatique de prévention des infractions et de dispense de soins invoqué pour justifier la mise en place de telles rétentions et **vérifie donc que les autorités internes agissent effectivement pour contribuer in fine à la réinsertion et libération** sans se borner à exclure purement et simplement de la société un individu jugé dangereux (sur cette idée, v. ADL du 23 décembre 2009 sur Cour EDH, 5^e Sect. 17 décembre 2009, *M. c. Allemagne*, Req. n° 19359/04 ; pour un rappel récent de cette position, v. Cour EDH, 5^e Sect. 24 novembre 2011, *O.H. c. Allemagne*, Req. n° 4646/08, § 87-92). Ainsi, et à l'aune des circonstances de l'espèce (§ 70), **la Cour examine si l'État défendeur a bien satisfait à « l'obligation mise à sa charge par l'article 5 § 1 d) de donner à la mesure de placement un objectif pédagogique »** (§ 71). De façon quelque peu lapidaire, **les juges européens unanimes répondent par l'affirmative** en notant « *que les mesures et programmes [scolaires] en question sont prévus par la réglementation applicable [...] et que rien dans le dossier ne démontre que, une fois placées en institution, les requérantes ne se sont pas vu appliquer un régime éducatif* » (§ 71). La Cour semble même esquisser implicitement **une exigence de gradation dans les sanctions et mesures éducatives** puisqu'elle relève favorablement que « *la législation bulgare prévoit une large gamme de mesures éducatives en réponse aux comportements antisociaux des mineurs. La plus rigoureuse d'entre elles, le placement en centre éducatif-internat, ne peut être appliquée que lorsque les autres, moins sévères, n'ont pas produit d'effet* » (§ 73). De plus, il est souligné que les décisions de placement en « *centre éducatif-internat* » ont été ici adoptées à l'issue d'un véritable examen par les autorités judiciaires de la situation de chaque mineure (§ 73). Partant, « *la Cour estime que les décisions des autorités s'inscrivent dans un cadre d'efforts durables visant à placer les requérantes dans un environnement leur offrant une éducation surveillée et la possibilité de poursuivre leur scolarité* » (§ 74), d'où le rejet du grief comme « *manifestement mal fondé* » (§ 75 – Art. 35).

- 8 Il est remarquable que les juges européens aient eu à cœur de **placer l'ensemble de leur analyse sous le sceau de la protection des mineurs, fussent-ils « asociaux » aux yeux de la législation interne**. Au demeurant, de façon incidente mais significative, il est jugé que les privations de liberté litigieuses étaient aussi justifiées par les « *obligations positives [à la charge de l'État] de protéger les mineurs et, le cas échéant, de les soustraire à un milieu qui ne leur est pas favorable* » (§ 74). La Cour insère donc dans l'équation contentieuse formulée sur le terrain du droit à la liberté et

à la sûreté une intéressante donnée : **les riches exigences jurisprudentielles de protection des mineurs développées via le droit au respect de la vie privée et familiale (Art. 8)**. En ce sens, et comme le confirme la discrète mention « *des articles 19 et 37 de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant* » (§ 74 – sur cette technique de citation, v. not. Cour EDH, G.C. 12 septembre 2011, *Palomo Sánchez et autres c. Espagne*, Req. n° 28955/06 et s. – ADL du 14 septembre 2011), **l'ensemble du raisonnement strasbourgeois semble infusé par la notion pivot d'intérêt de l'enfant**. L'arrêt rendu contre la Bulgarie recèle donc **d'importantes virtualités contentieuses pour ce qui est de la justice pénale des mineurs**. Plus généralement encore, il confirme combien une garantie conventionnelle essentiellement procédurale (l'article 5) peut être la source d'exigences plus substantielles dès l'instant où se trouve opportunément prise en compte **la spécificité des personnes objets de la protection**. Tel est tout particulièrement le cas des personnes les plus vulnérables, comme par exemple les mineurs ou les personnes atteintes de troubles mentaux. Même si les enjeux soulevés par ces deux dernières catégories ne sont pas toujours comparables, ces personnes requièrent toutes le respect par les autorités étatiques d'une même obligation conventionnelle : **tout traitement les concernant doit être en adéquation avec leur situation personnelle et être placé au service de l'amélioration de cette situation**.

*

- 9 Cour EDH, 4^e Sect. 29 novembre 2011, *A. et autres c. Bulgarie*, Req. n° 51776/08 (Communiqué de presse)
- 10 Jurisprudence liée :
- 11 - **Sur la justice des mineurs et les mesures privatives de libertés prononcées à leur encontre** : Cour EDH, 4^e Sect. Dec. 30 août 2011, G.C. c. *Royaume-Uni*, Req. n° 37334/08 – ADL du 10 septembre 2011 ; Cour EDH, 1^e Sect. 5 avril 2011, *Rahimi c. Grèce*, Req. n° 8687/08 – ADL du 6 avril 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 19 janvier 2010, *Muskhadzhiyeva et Autres c. Belgique*, Req. n° 41442/07 – ADL du 20 janvier 2010. Cour EDH, 5^e Sect. 4 novembre 2010, *Darraj c. France*, Req. n° 34588/07 – ADL du 4 novembre 2010 ; Cour EDH, 2^e Sect. 16 février 2010, *Alkes c. Turquie*, Req. n° 3044/04 – ADL du 16 février 2010.
- 12 - **Sur l'éducation des enfants** : Cour EDH, 1^e Sect. 14 juin 2011, *Osman c. Danemark*, Req. n° 38058/09 – ADL du 20 juin 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. 21 juin 2011, *Anatoliy Ponomaryov et Vitaliy Ponomaryov c. Bulgarie*, Req. n° 5335/05 – ADL du 22 juin 2011 ; Cour EDH, G.C. 18 mars 2011, *Lautsi c. Italie*, Req. n° 30814/06 – ADL du 20 mars 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. 11 janvier 2011, *Ali c. Royaume-Uni*, Req. n° 40385/06 – ADL du 11 janvier 2011 ; Cour EDH, G.C. 16 mars 2010, *Oršuš et autres c. Croatie*, Req. n° 15766/03 – ADL du 16 mars 2010.
- 13 - **Sur la notion d'« intérêt de l'enfant »** : Cour EDH, 5^e Sect. 15 septembre 2011, *Schneider c. Allemagne*, Req. n° 17080/07 – ADL du 17 septembre 2011 ; Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 31 août 2010, *Valérie Gas et Nathalie Dubois c. France*, Req. n° 25951/07 – ADL du 16 septembre 2010 et ADL du 12 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 21 décembre 2010, *Anayo c. Allemagne*, Req. n° 20578/07 et *Chavdarov c. Bulgarie*, Req. n° 3465/03 – ADL du 26 décembre 2010 ; Cour EDH, 1^e Sect. 10 juin 2010, *Schwizgebel c. Suisse*, Req. n° 25762/07 – ADL du 10 juin 2010.

- 14 - **Sur la rétention de sûreté et autres mesures assimilées** : Cour EDH, 5^e Sect. 9 juin 2011, *Mork c. Allemagne et Schmitz c. Allemagne*, Resp. Req. n° 31047/04 et 43386/08 ; Req. n° 30493/04 – ADL du 10 juin 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 14 avril 2011, *Jendrowiak c. Allemagne*, Req. n° 30060/04 – ADL du 14 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 17 décembre 2009, *M. c. Allemagne*, Req. n° 19359/04 – ADL du 23 décembre 2009 ; Cour EDH, 5^e Sect. 21 octobre 2010, *Grosskopf c. Allemagne*, Req. n° 24478/03 ; Cour EDH, 2^e Sect. 13 octobre 2009, *De Schepper c. Belgique*, Req. n° 27428/07 – ADL du 16 octobre 2009.
- 15 - **Sur la privation de liberté des personnes atteintes de troubles mentaux ou fragiles psychologiquement** : Cour EDH, 5^e Sect. 3 novembre 2011, *Cocaign c. France*, Req. n° 32010/07 – ADL du 6 novembre 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. Déc. 3 mai 2011, *Zemzami et Barraux c. France*, Req. n° 20201/07 – ADL du 22 mai 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 14 avril 2011, *Patoux c. France*, Req. n° 35079/06 – ADL du 18 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 21 décembre 2010, *Raffray Taddei c. France*, Req. n° 36435/07 – ADL du 21 décembre 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 18 novembre 2010, *Baudoin c. France*, Req. n° 35935/03 – ADL du 18 novembre 2010.
- 16 - **Sur les droits des personnes privées de liberté en général** : Cour EDH, 5^e Sect. 10 novembre 2011, *Plathey c. France*, Req. n° 48337/09 – ADL du 14 novembre 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 26 avril 2011, *Tinner c. Suisse*, Req. n° 59301/08 et 8439/09 – ADL du 27 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 26 mai 2011, *Duval c. France*, Req. n° 19868/08 – ADL du 29 mai 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. Dec. 25 janvier 2011, *Donaldson c. Royaume-Uni*, Req. n° 56975/09 – ADL du 13 février 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 20 janvier 2011, *Payet c. France et El Shennawy c. France*, Req. n° 19606/08 et n° 51246/08 – ADL du 23 janvier 2011.

2°/- Droit à la liberté et à la sûreté et liberté de réunion pacifique (Art. 5 et 11 CEDH) : privations “préventives” de liberté dans le but d’empêcher une participation à des manifestations

- 17 Le placement en détention de deux jeunes hommes durant plus de cinq jours – à la seule fin de les empêcher de participer aux manifestations contre le sommet du G8 d’Heiligendamm du 6 au 8 juin 2007 et alors même qu’aucune poursuite pénale ne sera par la suite initiée contre eux – constitue **une violation du droit à la liberté et à la sûreté (Art. 5) ainsi que de la liberté de réunion pacifique (Art. 11)**. Une fois encore, les mesures de sécurité déployées à l’occasion d’un sommet du G8 se trouvaient au cœur d’un contentieux porté devant la Cour européenne des droits de l’homme (sur le G8 de Gênes, v. Cour EDH, G.C. 24 mars 2011, *Giuliani et Gaggio c. Italie*, Req. n° 23458/02 – ADL du 29 mars 2011). Cette affaire offrait donc à la juridiction strasbourgeoise une nouvelle occasion de préciser **les contraintes de conventionalité** qui pèsent sur les autorités étatiques en de telles circonstances. Au cœur du conflit résidait en particulier le délicat équilibre à maintenir entre, **d’une part**, le souci de prévenir les violences qui émaillent parfois les manifestations et, **d’autre part**, la nécessité de garantir la liberté d’expression pacifique du plus grand nombre ainsi que, plus généralement, de ne pas mettre en œuvre des mesures de sécurité heurtant les droits et libertés conventionnels.

Or, par cette double condamnation de l'Allemagne, les juges européens estiment à l'unanimité que ces dernières considérations ont été ici très nettement froissées.

- 18 En effet, et **premièrement**, la Cour rappelle certes sur le terrain du droit à la liberté et la sûreté qu'une **privation de liberté dans le but d'empêcher et de prévenir la réalisation d'une infraction pénale n'est pas en soi contraire à la Convention** (Art. 5.1 : « Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales : [...] c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il [...] y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction [...] »). **Toutefois, une telle hypothèse est enserrée dans de strictes conditions** (§ 70-72 – v. not. Cour EDH, Pl. 6 novembre 1980, *Guzzardi c. Italie*, Req. n° 7367/76, § 102). Dès lors, après avoir admis que les détentions litigieuses pouvaient potentiellement relever d'un tel motif de prévention des infractions (§ 76), **les juges européens vérifient « si l'infraction dont les autorités auraient cherché à empêcher la réalisation par les requérants pouvait être considérée comme suffisamment concrète et précise » pour justifier la privation litigieuse de liberté** (§ 77 : « *determining whether the offence that the authorities sought to prevent the applicants from committing can be considered as sufficiently concrete and specific, as required by the Court's case-law* »). Le gouvernement défendeur indiquait que les deux hommes avaient été arrêtés lors d'un contrôle d'identité alors que leur véhicule stationnait devant une prison et transportait des banderoles appelant à la libération des manifestants détenus au cours du sommet du G8 (« *freedom for all prisoners* » and « *free all now* »). De façon quelque peu audacieuse, les autorités allemandes en auraient conclu que les intéressés préparaient une action violente pour libérer ces prisonniers ou allait inciter les autres manifestants à agir en ce sens (§ 63-64). Sans surprise, **la Cour se montre extrêmement dubitative face à cette hypothèse**. Sans taxer explicitement l'argumentation gouvernementale de fallacieuse, les juges européens manient l'euphémisme diplomatique lorsque qu'ils indiquent que « *les inscriptions sur les banderoles pouvaient être interprétées de différentes manières* » et qu'au demeurant, « *les requérants ne transportaient pas d'instruments qui auraient pu servir à libérer violemment les prisonniers* » (§ 78 : « *the inscriptions on the banners could be understood in different ways* » ; « *the applicants had not themselves carried any instruments which could have served to liberate prisoners violently* ». Sur l'absence d'intention violente, v. *infra* et plus nettement encore § 105). Partant, **la détention – « d'une durée considérable » de cinq jours et demi (§ 78) – ne peut « raisonnablement être considérée comme nécessaire pour prévenir [...] la commission d'une infraction suffisamment concrète et précise »** (§ 78-80). Puisque l'ensemble des autres motifs susceptibles de justifier une privation de liberté sont aussi jugés infondés (Art. 5.1 b) – § 81-82 – et a) – § 83-84), l'Allemagne est condamnée pour violation du droit à la liberté et à la sûreté (§ 86).
- 19 Pour parvenir à cette conclusion, il est significatif – et heureux – que la Cour ait **refusé d'assouplir sa jurisprudence relative à la privation de liberté aux fins d'empêcher une infraction** (§ 79 – « *the Government's arguments advocating a revision of the Court's long-standing case-law* »). En invoquant des exemples non dénués de liens avec l'actualité immédiate, le gouvernement allemand a en effet essayé de faire valoir que « *sans la possibilité de détenir des personnes à titre préventif, un État serait [...] incapable de satisfaire à son obligation positive de protection de ses citoyens d'infractions pénales imminentes* – par exemple, dans le contexte de transports de déchets nucléaires ou de rixes organisées entre de violents supporters de football [*football hooligans*] » (§ 62 – « *Without the*

possibility to detain persons for preventive purposes, the State would therefore be unable to comply with its positive obligation to protect its citizens from impending criminal offences – for instance, in the context of the transport of castor containers or football hooligans setting up an arranged brawl“). Les juges européens opposent une fin de non-recevoir à cette argumentation mais en prenant la peine d’y répondre explicitement. Dans le prolongement direct d’une jurisprudence récente (Cour EDH, 5^e Sect. 14 avril 2011, *Jendrowiak c. Allemagne*, Req. n° 30060/04 – ADL du 14 avril 2011), il est certes rappelé que « **la Convention oblige les autorités étatiques à prendre des mesures raisonnables, dans les limites de leurs pouvoirs, afin d’empêcher les infractions pénales dont elles ont ou auraient dû avoir connaissance** ». Néanmoins, « **cela n’autorise aucunement l’État à protéger les individus des actes criminels d’une autre personne au moyen de mesures qui seraient en contradiction avec les droits conventionnels de cette dernière personne, en particulier le droit à la liberté tel que garanti par l’article 5.1** » (§ 37 – “The Court reiterates that, in any event, the Convention obliges State authorities to take reasonable steps within the scope of their powers to prevent criminal offences of which they had or ought to have had knowledge. However, it does not permit a State to protect individuals from criminal acts of a person by measures which are in breach of that person’s Convention rights, in particular the right to liberty as guaranteed by Article 5 § 1”).

- 20 **Deuxièmement**, la Cour accepte d’examiner l’affaire sur un second terrain conventionnel : **la liberté de réunion pacifique (Art. 11)**. Cette liberté se trouvait concernée à titre principal puisque la détention préventive des requérants les a « empêché d’exprimer leurs opinions en compagnie des autres manifestants désireux de protester contre le sommet » du G8 (§ 101). Toutefois, et comme souvent en ces circonstances, **si les juges européens analysent ces griefs sous le prisme de l’article 11, ils soulignent que ces derniers seront aussi appréciés « à la lumière de l’article 10 » qui protège la liberté d’expression** (§ 101). Avant toute chose, la Cour admet que les requérants peuvent se prévaloir de **la protection de la liberté de réunion pacifique** puisque rien n’indique qu’ils aient eu l’intention de participer à la manifestation de manière violente (§ 105) et que, plus généralement, « *les organisateurs de la[dite] manifestation [...] aient [eux-mêmes] eu de [telles] intentions violentes* » (§ 104). A ce propos, il est d’ailleurs rappelé que « *la possibilité que des extrémistes non-membres du groupe organisateur [de la manifestation] rejoignent cette dernière avec des intentions violentes ne suffit pas en soi à justifier la privation de ce droit* » à **la liberté de réunion pacifique** (§ 103 : “the possibility of extremists with violent intentions who are not members of the organising group joining a demonstration cannot as such take away that right”). Une telle indication n’est pas inopportune car la Cour concède que « *si une large majorité [des manifestants] étaient pacifiques* », le sommet du G8 a également attiré « *un nombre considérable de manifestants prêts à faire usage de la violence* » (§ 114).
- 21 A l’heure d’apprécier **la conventionalité de l’ingérence au sein de la liberté de réunion pacifique concrétisée par la privation de liberté des requérants** (§ 106), la Cour préfère se concentrer sur sa « *nécessité dans une société démocratique* », non sans avoir implicitement et préalablement émis quelques doutes sur la légalité de ladite ingérence (§ 108). Dans ce cadre, les juges européens rassemblent divers éléments (§ 117) qui **sapient une fois encore la pertinence de la privation de liberté à l’aune des exigences conventionnelles**. Outre l’intention pacifique des requérants (§ 115), la Cour souligne que ces derniers, « *en prenant part aux manifestations contre le sommet du G8, désiraient participer à un débat sur des questions d’intérêt public, à savoir les effets de la*

mondialisation sur la vie des peuples » et, via leur banderoles appelant à la libération de manifestants, souhaitent également **« critiquer la gestion par la police de la sécurité lors du sommet »** (§ 116 : “the applicants, by taking part in the demonstrations against the G8 summit, intended to participate in a debate on matters of public interest, namely the effects of globalisation on peoples’ lives. Moreover, by the slogans on their banners, they intended to criticize the police’s management in securing the summit, in particular the high number of detentions of demonstrators”). Les autorités allemandes ont effectivement usé massivement du placement en détention. Pas moins de 1 000 manifestants (sur 25 000) ont été temporairement privés de liberté durant le G8 (§ 116). **Avec fermeté, la juridiction européenne indique que « priver [les intéressés] de leur liberté pendant plusieurs jours [simplement] pour avoir eu l’intention d’exposer les banderoles litigieuses a un effet dissuasif sur l’expression_ d’une telle opinion et limite le débat public sur cette question »** (§ 116 : “depriving the applicants of their liberty for several days for having intended to display the impugned banners had a chilling effect on the _expression_ of such an opinion and restricted the public debate on that”). En conséquence, **la détention des requérants est également la source d’une violation de l’article 11 imputable aux autorités allemandes** (§ 119) puisque celles-ci n’ont pas ménagé « un juste équilibre entre les buts de protection de la sécurité publique et de prévention des infractions [d’une part] et [...] la liberté de réunion pacifique » d’autre part (§ 117).

- 22 Cette condamnation de l’Allemagne est donc essentiellement justifiée par le caractère disproportionné des mesures de privation de libertés. Or, pour étayer cette idée, **la Cour a souhaité souligner que « des mesures moins intrusives [dans la liberté de réunion pacifique mais permettant] d’atteindre les [mêmes] buts » étaient à la disposition des autorités** (§ 118). Elle suggère à ce titre qu’une saisie des banderoles litigieuses aurait pu suffire à satisfaire l’objectif affiché des policiers – *i.e.* empêcher l’affichage des slogans jugés illégaux – sans pour autant rendre impossible la participation à la manifestation. Ce raisonnement – évoqué sur le terrain de l’article 11 (§ 118) mais aussi à propos de l’article 5 (§ 78) – a certes vocation à consolider encore les constats de violations nées de la privation de liberté. Mais apprécié comme un *obiter dictum*, **ce passage peut sembler quelque peu maladroit en ce qu’il semble conférer par avance un label de conventionalité aux saisies de banderoles par les autorités, même si les slogans ainsi véhiculés sont reconnus comme n’incitant pas à la violence**. Il est donc douteux qu’une telle mesure qui porterait atteinte à la liberté d’expression_ – comme le reconnaît la Cour elle-même (§ 118) – soit conforme à l’article 10. Et dans l’hypothèse où la Cour considérerait qu’il en est malgré tout ainsi, **une telle issue serait éminemment critiquable dans le contexte de la liberté d’expression_ politique et militante, particulièrement protégée lorsqu’elle a trait – comme en l’espèce – à des questions d’intérêt public** (sur la liberté d’expression_ via une banderole, v. cependant quelques regrettables signes de réticences strasbourgeoises : Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 22 février 2011, *Association Nouvelle des Boulogne Boys c. France*, Req. n° 6468/09 – ADL du 7 mars 2011).

- 23 Ce dernier point mis à part, cet arrêt de décembre 2011 confirme **le souci d’équilibre qui transpire de la jurisprudence strasbourgeoise s’agissant de l’encadrement des prérogatives policières** destinées à assurer le maintien de l’ordre au sein ou en marge de manifestations. A nouveau, les juges européens tiennent à reconnaître la difficulté de la tâche car « *garantir la sécurité des participants au sommet [du G8] et maintenir globalement l’ordre public en cette circonstance [est] un défi considérable pour les autorités*

internes, [qui] ont souvent dû prendre des décisions rapidement » (§ 114 : “guaranteeing the security of the participants at the summit and maintaining public order in general in this situation was a considerable challenge for the domestic authorities, where decisions often had to be taken speedily” – sur cette idée, v. Cour EDH, G.C. 24 mars 2011, *Giuliani et Gaggio c. Italie*, Req. n° 23458/02 – ADL du 29 mars 2011). Mais, **dans la perspective de cette philosophie d'équilibre des droits, de telles contingences pratiques ne sauraient en aucune façon justifier une violation flagrante de droits et libertés conventionnels.**

*

- 24 **Cour EDH, 4^e Sect. 1^{er} décembre 2011, *Schwabe et M.G. c. Allemagne*, Req. n°8080/08 et 8577/08 (Communiqué de presse) – Uniquement en anglais**
- 25 Jurisprudence liée :
- 26 - **Sur les motifs d'une privation de liberté** : Cour EDH, 4^e Sect. 29 novembre 2011, *A. et autres c. Bulgarie*, Req. n° 51776/08 – ADL du 4 décembre 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 26 avril 2011, *Tinner c. Suisse*, Req. n° 59301/08 et 8439/09 – ADL du 27 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 14 avril 2011, *Jendrowiak c. Allemagne*, Req. n° 30060/04 – ADL du 14 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 17 décembre 2009, *M. c. Allemagne*, Req. n° 19359/04 – ADL du 23 décembre 2009 ; Cour EDH, 2^e Sect. 13 octobre 2009, *De Schepper c. Belgique*, Req. n° 27428/07 – ADL du 16 octobre 2009 ; Cour EDH, 5^e Sect. 8 octobre 2009, *Maloum c. France et Naudo c. France*, Req. n° 35471/06 et 35469/06 – ADL du 9 octobre 2009.
- 27 - **Sur le droit à la liberté et à la sûreté en général** : Cour EDH, 5^e Sect. 9 juin 2011, *Mork c. Allemagne et Schmitz c. Allemagne*, Resp. Req. n° 31047/04 et 43386/08 ; Req. n° 30493/04 – ADL du 10 juin 2011 ; Cour EDH, 1^e Sect. 5 avril 2011, *Rahimi c. Grèce*, Req. n° 8687/08 – ADL du 6 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 14 avril 2011, *Patoux c. France*, Req. n° 35079/06 – ADL du 18 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 18 novembre 2010, *Baudoin c. France*, Req. n° 35935/03 – ADL du 18 novembre 2010.
- 28 - **Sur la liberté de manifestation** : Cour EDH, 2^e Sect. 17 mai 2011, *Akgöl et Göl c. Turquie et Gazioğlu et autres c. Turquie*, Req. n° 28495/06 – ADL du 17 mai 2011 ; Cour EDH, 1^e Sect. 21 octobre 2010, *Alekseyev c. Russie*, Req. n° 4916/07 – ADL du 22 octobre 2010 ; Cour EDH, G.C. 24 mars 2011, *Giuliani et Gaggio c. Italie*, Req. n° 23458/02 – ADL du 29 mars 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. 2 février 2010, *Christian Democratic People's Party c. Moldova* (No. 2), Req. n° 25196/04 – ADL du 3 février 2010 ; Cour EDH, 2^e Sect. 9 février 2010, *Emine Yaşar c. Turquie*, Req. n° 863/04 – ADL du 9 février 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 5 mars 2009, *Barraco c. France*, Req. n° 31684/05 – ADL du 7 mars 2010.
- 29 - **Sur la liberté d'expression politique et militante** : Cour EDH, G.C. 12 septembre 2011, *Palomo Sánchez et autres c. Espagne*, Req. n° 28955/06 et s. – ADL du 14 septembre 2011 ; Cour EDH, 3^e Sect. 15 mars 2011, *Otegi Mondragon c. Espagne*, Req. n° 2034/07 – ADL du 16 mars 2011 ; Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 22 février 2011, *Association Nouvelle des Boulogne Boys c. France*, Req. n° 6468/09 – ADL du 7 mars 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 11 janvier 2011, *Barata Monteiro Da Costa Nogueira et Patrício Pereira c. Portugal*, Req. n° 4035/08 – ADL du 14 janvier 2011 ; Cour EDH, 3^e Sect. 20 avril 2010, *Cârlan c. Roumanie*, Req. n° 34828/02 – ADL du 20 avril 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 25 février 2010, *Renaud c. France*, Req. n° 13290/07 – ADL du 25 février 2010.